

LA QUATRIEME GUERRE DU PROCHE-ORIENT

"Guerre défensive contre l'agresseur égypto-syrien", "guerre nationale du peuple palestinien", "guerre défensive contre l'agression perpétrée par Israël et les Etats-Unis depuis un quart de siècle", "guerre nationale pour le droit à l'existence de l'Etat d'Israël", etc. Ces phrases creuses sont aujourd'hui la sinistre résonance d'une nouvelle boucherie sur l'autel des conflits impérialistes. Moins de neuf mois après la signature d'un accord au Viet-Nam, les mêmes antagonismes entre puissances impérialistes ont éclaté au Proche-Orient (1).

Les "lutttes nationales" dont se servent les grandes puissances ont changé : les Palestiniens remplacent les Vietnamiens, du moins au centre de la scène, puisque l'abcès indochinois est loin d'être résorbé. Mais dans les deux cas, les fondements du conflit restent identiques :

- L'existence même des Etats qui s'affrontent est le résultat d'anciens accords entre les puissances ;

- Les moyens matériels de la guerre sont fournis de manière décisive par ces mêmes grandes puissances ; (2)

- Le déclenchement des hostilités, leur déroulement ainsi que leur arrêt restent en permanence sous le contrôle des "Grands".

Bref, les ficelles de la bataille restent dans les mêmes mains, seules les marionnettes changent. L'unique rôle effectivement joué par les nationalismes locaux, le seul domaine où ceux-ci jouissent d'une indépendance réelle par rapport à leurs puissances tutélaires est celui du recrutement des troupes destinées au carnage.

La forme même de la guerre du Kippour, son enjeu pétrolier et stratégique, la concentration des moyens utilisés, ainsi que l'ampleur immédiatement prise par les répercussions internationales (pont aérien, bluff nucléaire, etc.), ont mis à nu, plus nettement qu'en d'autres occasions, la nature interimpérialiste du conflit. Il n'y a pas eu dans le Sinai de pièges de bambou empoisonné pour permettre une fois de plus de dissimuler derrière "l'extraordinaire ingéniosité d'une guérilla héroïque et populaire" la véritable nature du massacre. Comment croire en la "souveraineté" de la cause palestinienne ou israélienne lorsqu'en leur nom des milliers de chars soviétiques affrontent autant de blindés américains sous

un ciel de bombardiers supersoniques pourchassés par des fusées à tête chercheuse made in USA ou made in USSR.

Depuis le début du siècle, la planète a été partagée et repartagée jusque dans son dernier recoin par les grandes puissances; la moindre portion de terre peut devenir d'une importance vitale pour tel ou tel empire capitaliste. Dans ces conditions, il est clair qu'il n'y a pas de guerre locale, pas de lutte de "libération nationale", qui ne concerne directement une des puissances dominantes. C'est pourquoi depuis soixante-quinze ans tous les conflits locaux ont connu la participation des "Grands". Dans un tel cadre historique, croire que les "lutttes nationales" peuvent avoir un contenu progressiste ou anti-impérialiste présuppose obligatoirement l'idée débile que, dans ces conflits, ce serait les grands impérialismes qui se mettraient au service des petits Etats.

L'image cent fois projetée par les télévisions du monde entier montrant les soldats arabes et israéliens en train de faire de ferventes prières millénaires à côté des engins de mort les plus perfectionnés résume à elle seule l'absurdité et le rôle réel des mythes nationalistes à l'époque actuelle. Jamais la thèse qu'énonçait Rosa Luxembourg n'a parue aussi nettement vérifiée :

"Dans le cadre impérialiste actuel, il ne saurait plus y avoir de véritable guerre défensive ou nationale."

L'ATTITUDE DU PROLETARIAT

Sur le champ de bataille, les travailleurs juifs et arabes ont par milliers payé de leur vie la soumission aveugle à leur bourgeoisie nationale respective.

Dans les métropoles, la classe ouvrière n'a manifesté en aucune forme que ce soit une réprobation réelle à ce nouveau massacre. Enfermés dans leurs cadres nationaux, les travailleurs voient encore dans les conflits du Tiers Monde des événements qui ne les touchent pas (3). L'attitude des travailleurs américains par rapport à la guerre d'Indochine est significative à cet égard. C'est uniquement après trois années de guerre, lorsque l'inflation provoquée par les dépenses militaires est venue frapper violemment leur niveau de vie, que le mécontentement ouvrier vis-à-vis de la guerre s'est généralisé. Même des couches qui nous avaient habitués à des réactions massives, aussi confuses fussent-elles, face à certains aspects de la décadence, n'ont pas bronché. Ainsi les lycéens français qui, six mois auparavant, défilaient par centaines de milliers pour dénoncer l'armée et le militarisme, sont demeurés totalement indifférents à ce carnage qui se déroulait pourtant à la porte de leur continent.

Cette indifférence n'est pas nouvelle (4). Cependant, derrière ce désintéressement apparent que ne sont venus troubler que les risques de pénurie du pétrole, se cache une évolution dont il serait grave et superficiel de sous-estimer l'importance.

Si l'on n'a pas assisté à des manifestations contre la guerre, on n'en a pas plus vues en sa faveur. Cette guerre n'a soulevé nulle part de véritables hystéries nationalistes. Cela semble presque normal aujourd'hui. Pour beaucoup

il n'y a pas de conclusion majeure à tirer de ce fait. Il suffit cependant de se reporter à la période de l'entre-deux-guerres pour comprendre l'importance d'un tel phénomène dans le cadre historique actuel.

Avec la crise de 1929-1934, le problème d'une nouvelle guerre mondiale, seule issue à la crise du système, se posait de façon imminente. La réaction de la classe ouvrière -qui venait d'être vaincue mondialement et subissait en plein tous les effets de la contre-révolution russe- s'annonça nationaliste dès les premiers heurts entre les puissances impérialistes. Qui plus est, les luttes ouvrières provoquées par les effets de la crise économique se situèrent presque toujours dans des cadres chauvins. En 1936, en France, la "Marseillaise" et les drapeaux tricolores étaient dans les usines occupées. Les partis officiels ne manquaient pas une occasion de rappeler "le fascisme nazi et mussolinien qui préparait une agression". En Allemagne et en Italie, le nationalisme triomphait sans entraves. Aux Etats-Unis, les luttes ouvrières n'aboutissaient qu'au développement de la puissance de syndicats parfaitement inféodés à l'appareil d'Etat national. Divisés en fascistes et antifascistes, les travailleurs se laissaient docilement préparer à la deuxième boucherie mondiale. Au lendemain des guerres d'Ethiopie et d'Espagne, les révolutionnaires des années trente concluaient à l'inéluctabilité de la marche vers la guerre.

Le capitalisme actuel rentre dans une nouvelle crise économique qui, obligatoirement, sera plus profonde que celle de 1929. L'aggravation des difficultés économiques mondiales et l'exacerbation des antagonismes interimpérialistes qui en découlent posent à nouveau le problème d'une évolution vers la guerre généralisée.

Le capital ne décide pas d'aller à la guerre : il s'y trouve précipité poussé par ses propres lois. Si le dernier conflit au Proche-Orient ne s'est pas généralisé, comme aurait voulu le faire croire le haussement de ton de part et d'autre lors de l'alerte nucléaire, c'est d'abord parce que la crise économique n'est pas encore mûre. Le capital ne semble pas encore contraint à ce dernier recours.

Mais si une guerre mondiale ne se "décide" pas, elle ne s'en prépare pas moins. Le fait que chaque gouvernement soit sincèrement convaincu qu'il ne veut pas et ne va pas à la guerre (à la Chamberlain en 1938) ne change rien au problème. Or la préparation à la guerre comprend, outre les problèmes d'armement militaire (tout le monde s'est accordé à voir dans le dernier conflit du Proche-Orient un excellent test pour certains armements modernes), ceux de l'armement idéologique. En effet, la bourgeoisie ne peut se permettre d'armer les ouvriers avant de s'être assurée que ceux-ci ne les utiliseront pas à des fins autres que leur entre-égorgement.

La docilité et la soumission du prolétariat sont la condition "sine qua non" à la guerre. Or, pour le moment, rien ne laisse prévoir une telle docilité, surtout dans la génération qui fait généralement les guerres : les jeunes. Contrairement à l'entre-deux-guerres, la classe ouvrière actuelle ne sort pas d'une défaite. Ses forces sont intactes.

Sa réaction aux premiers effets, pourtant encore limités, de la crise du système en témoigne : mai 1968, Italie 1969, Pologne 1970, Espagne 1972 sont parmi les moments les plus significatifs d'une vague de fond qui s'annonce d'emblée internationale.

Les difficultés croissantes rencontrées par le capital américain pour faire combattre ses "boys" au Viet-Nam ne sont pas moins significatives.

Dans cette situation mondiale, ce serait donc un leurre de ne voir dans l'indifférence actuelle de la classe ouvrière vis-à-vis du Proche-Orient qu'une apathie sans espoir.

Au fur et à mesure que la crise du système ira s'approfondissant, l'alternative historique apparaîtra de plus en plus ouvertement : guerre mondiale impérialiste ou révolution prolétarienne mondiale !

Devant la situation historique actuelle, le dernier conflit du Proche-Orient constitue donc un test décisif pour la détermination des véritables camps en présence : toute participation à la guerre, sous quelque forme que ce soit et quel que soit le côté choisi, situe ses auteurs définitivement dans le camp de la contre-révolution.

Face à la menace prolétarienne, la bourgeoisie a plus que jamais besoin de tous ceux qui peuvent, d'une manière ou d'une autre, appeler au massacre au nom du socialisme. C'est ce type de sergents-recruteurs qui doit et devra être le plus impitoyablement dénoncé par les révolutionnaires.

Les arguments que ceux-ci utilisent sont, selon le cas, PS, PC ou gauchistes, plus ou moins grossiers, plus ou moins teintés de langage "marxiste". Lutte ouvrière, qui a commencé par faire une couverture de son journal décrivant cette guerre comme "piège sanglant du nationalisme", est probablement le groupe le plus habile à couvrir d'une phraséologie "révolutionnaire" son soutien à l'impérialisme en guerre. C'est pourquoi nous nous servons de ses arguments pour mettre en lumière le caractère parfaitement contre-révolutionnaire de toutes les arguties qui tentent de concilier l'internationalisme prolétarien avec les intérêts nationalistes du capitalisme décadent.

LUTTE OUVRIERE ET LE PROCHE-ORIENT

"Par quels arguments le Rabotchie Outro justifie-t-il sa position de "défense nationale" ou de "social-chauvinisme"? Exclusivement par des expédients, exclusivement par des phrases internationalistes ! (...) Pour influencer sur les ouvriers, les bourgeois doivent se déguiser en socialistes, en social-démocrates, en internationalistes, etc., sans quoi il leur serait impossible d'agir sur l'opinion prolétarienne."

LENINE (5)

Le premier éditorial de Lutte ouvrière sur la guerre au Proche Orient (L.O. 9/10/73) s'ouvre sur de grandes proclamations internationalistes : "Dans cette partie du monde, qui est le champ clos des rivalités entre grandes puis -

sances, et où les Etats font de la démagogie nationaliste un instrument privilégié de leur politique, (...) on envoie (des milliers d'hommes) à la tombe au nom de grands principes: Pour la défense de leur patrie ! pour la survie de l'Etat juif ! Pour soutenir la lutte du peuple palestinien ! Pour la liberté ! Pour la dignité ! Mais ceux qui croient combattre pour ces idéaux se battent et meurent dans une guerre qui n'est pas la leur..." De telles déclarations, de la part d'une organisation trotskyste étaient assez troublantes et inhabituelles pour susciter la plus grande confusion chez ses militants. La rédaction de L.O. aurait-elle été miraculeusement touchée par l'esprit révolutionnaire ? Pas du tout. Dans la deuxième partie de l'éditorial, l'opportunisme trotskyste tombe le masque de la phraséologie internationaliste du début : "Dans le drame qui secoue le Proche Orient, l'Etat d'Israël a une responsabilité écrasante." Cette nécessité de trouver à qui "appartient plus particulièrement la faute" ou "la plus grande partie de responsabilité" annonce l'inévitable suite logique: deux jours plus tard, le conflit ayant pris des proportions plus sérieuses, L.O. abat son jeu : "Les socialistes ne peuvent rester neutres dans ce conflit. Ils doivent apporter leur soutien total aux peuples arabes."

Dans son éditorial du 23/10 L.O. se prononce toujours pour une politique "internationaliste" mais réaffirme son "soutien total aux peuples arabes". Ces trotskystes sont "internationalistes", bien sûr, mais avec cette toute petite nuance qu'ils soutiennent le bloc russo-arabe.

Ainsi, ceux de ses militants qui pouvaient être choqués par le nationalisme bon marché à la "Rouge" sont tranquilisés et peuvent allégrement continuer la route sanglante du soutien total à un camp ou à un autre dans la guerre impérialiste. L'esprit des militants est suffisamment embrouillé pour que ceux-ci pensent qu'on peut à la fois se déclarer internationaliste et "choisir son camp".

Comment dans tout ce verbiage à double sens pourrait se définir une position authentiquement internationaliste ?

Mais le tour de force réside dans l'article du 23 Octobre : "Choisir son Camp", destiné à calmer les doutes de ceux qui commencent à voir un peu trop clair dans le jeu de cette organisation. Après avoir déclaré qu'"aucun des deux camps ne représente les intérêts des travailleurs", ce chef d'oeuvre de verbeuse inconsistance poursuit : "Et cependant, aucun révolutionnaire socialiste ne peut rester neutre dans ce conflit. Les révolutionnaires socialistes des pays impérialistes moins encore que d'autres. Pas plus qu'ils ne peuvent rester neutres dans la guerre menée par les U.S.A. contre le Viet-Nam, quand bien même les dirigeants de ces derniers ne représentent en rien le socialisme. Pas plus qu'ils ne pouvaient rester neutres face à la guerre d'émancipation menée par le peuple algérien contre l'impérialisme français, quand bien même, sous la direction du F.L.N., cette guerre, même victorieuse, ne pouvait aboutir qu'à une dictature à la Boumediène." "Les révolutionnaires n'ont pas le droit de marchandiser leur soutien, même lorsque les travailleurs des pays sous-développés n'ont pas le degré de conscience pour mener le combat d'émancipation sous leur propre drapeau, même lorsqu'ils se laissent gruger par la démagogie nationaliste d'organisations bourgeoises, voir de régimes réactionnaires, même lorsque leur haine contre l'impérialisme prend les formes les plus primitives, politiquement condamnables, et à condamner."

Tout le talent des démagogues est contenu dans cet extrait : faire appel aux sentiments émus du public de manière telle que ceux qui hésiteraient

à donner d'emblée leur "soutien total aux peuples arabes" sentent bien combien il est vile et indigne de "marchander son soutien". Et pour si peu de choses après tout : un Boumediène par-ci, un massacre par là... Qu'on soit parfaitement conscient que la lutte ne peut qu'"aboutir à la dictature" ou ne "représenter en rien le socialisme", aucune importance... un "révolutionnaire" n'a pas le "droit" de se désolidariser !

Rien ne renforce plus les liens qui assujettissent les travailleurs à leur classe dominante, aussi despotique soit cette dernière, qu'une victoire militaire nationale. Loin d'offrir de nouvelles perspectives d'émancipation elle ne peut qu'en embourber le processus dans la dissolution des antagonismes de classe qui a justement permis cette victoire. "Tout russe devenu chauvin s'inclinera tôt ou tard devant le tsarisme", disait Engels.

Quand les révolutionnaires voient le prolétariat s'entretuer pour des "intérêts qui ne sont pas les siens", leur devoir le plus impératif est de sonner l'alarme, de dénoncer cette guerre qui le mène à son autodestruction, quelles que soient les homélies sentimentales des démagogues de service.

Le prolétariat n'est jamais neutre devant la menace de la guerre : ou il est révolutionnaire ou il n'est rien. Et lorsque la guerre éclate, les révolutionnaires n'appellent jamais à une imaginaire "neutralité" style pacifiste, ils luttent pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Non pas en appelant la "défaite de sa propre bourgeoisie" pour soutenir le camp rival comme le fait L.O., évidemment uniquement en Israël. Ce mot d'ordre, pourtant défendu par des internationalistes authentiques au cours de la Première Guerre mondiale (Lénine, entre autres, mais pas Trotsky) reste encore prisonnier d'une vision inter - nationale propre au mouvement ouvrier du XIX^e siècle, qui, l'unification du marché mondial n'étant pas parvenue à son terme, ne pouvait encore dégager les implications réelles d'un véritable internationalisme. Mais appeler à la défaite du système capitaliste dans son ensemble, cela signifie aujourd'hui : partout dans le monde, à l'Est comme à l'Ouest, la lutte de classe sans concessions, sans alliances avec une quelconque bourgeoisie nationale en mal d'émancipation.

Lutte ouvrière n'est pas "neutre", en effet. Elle a choisi le camp du "peuple" arabe, c'est à dire le bloc russe. Ses militants peuvent se féliciter de "ne pas rester au-dessus de la mêlée", ils ne seront pas de trop, aux côtés du P.C. et de tous les gauchistes, pour cautionner les intérêts soviétiques.

LA NATION : UNE ASPIRATION «LEGITIME» ?

"Israël ne représente pas que les aspirations légitimes du peuple juif à constituer une nation. Il est aussi depuis le début, l'instrument des grandes puissances au Proche Orient."

Par ce genre de déclarations, les "révolutionnaires" de L.O. se vantent d'être plus "avancés" que ceux de "Rouge", dans la mesure où ils s'occupent, eux, de savoir si le "peuple" juif a le "droit" de constituer une nation ou non. Mais que peut signifier pour la classe ouvrière d'Israel ce "droit" du peuple juif, dans lequel on la fonde, à se constituer en nation ?

Le droit sacré pour cette nation d'exploiter "ses" prolétaires, le droit inaliénable pour les ouvriers d'Israël de se faire exploiter par la bourgeoisie israélienne, mais surtout pas par des étrangers, voilà ce que signifie le sacro-saint droit national. Il n'y a que les mystificateurs du système capitaliste pour faire croire qu'une nation ou un Etat serait l'expression d'un "peuple". A la vérité, les "aspirations légitimes du peuple" à former une nation ne peuvent recouvrir autre chose que les aspirations de la bourgeoisie locale à constituer un capital national "indépendant". Que dans l'accomplissement de cette tâche, la bourgeoisie tente de mobiliser les sentiments nationalistes arriérés de la classe ouvrière, et y arrivent, ne change rien à l'affaire.

Au XIX^e siècle, les marxistes reconnaissaient que la formation de certains nouveaux Etats pouvait constituer un facteur du développement global du système capitaliste. Dans certains cas, Marx et Engels estimaient que la formation d'une nouvelle nation renforcerait le capitalisme dans son ensemble et soutenaient cette tendance, tout en combattant pour l'indépendance du prolétariat et la claire délimitation de ses intérêts propres. Dans d'autres cas, ils jugeaient que cette indépendance serait fictive et non viable et qu'elle constituerait une entrave au développement du capitalisme mondial. Ce n'est pas le lieu d'analyser chacune de leurs positions. **MAIS CE QUI DOIT RESTER CLAIR, C'EST QU'ILS N'ONT JAMAIS PRETENDU QUE LA FORMATION DES NATIONS REPRESENTAIT UN PROGRES EN-SOI — ET ENCORE MOINS QU'ELLE CONSTITUAIT UN "DROIT".**

Avec l'achèvement de l'oeuvre de la bourgeoisie : l'unification du marché mondial, le cadre national est devenu une entrave aux forces productives et, par conséquent, historiquement caduque. Le changement de période fait que la tâche générale de la bourgeoisie, en tant que classe historique, est achevée, y compris la nécessité de former certains nouveaux Etats. Du même coup, disparaît pour le prolétariat le problème même de la possibilité d'un soutien quelconque à une nation. Dans ces conditions, toute proposition de s'associer à une lutte nationale n'est qu'une tentative d'enchaîner les ouvriers aux besoins décadents d'un système contre-révolutionnaire dans tous ses aspects.

C'est à la lumière de cette façon historique et matérialiste de poser le problème qu'on mesure le ridicule dans lequel sombre L.O. lorsqu'elle consent à donner à la "nation" juive un imprimatur "légitime" d'existence à condition... qu'elle reste tranquille, ne soit pas expansionniste et ne soit pas "l'instrument des grandes puissances au Moyen-Orient" ! L.O. peut-elle citer une seule petite nation qui ne soit pas expansionniste ou qui ne soit pas un instrument d'une grande puissance ? Un capitalisme peut-il exister sans s'inscrire dans le cadre de l'impérialisme, seul mode de survie du capital dans sa période de déclin ?

Chaque capital national poursuit ses propres buts. Mais il ne peut précisément tenter de les atteindre qu'en suivant pas à pas les lois du système capitaliste mondial. Ce sont ces lois qui contraignent tout Etat à devenir le pion d'un camp impérialiste.

LE MYTHE DE L'ETAT OUVRIER

Les "théoriciens" du chauvinisme de LO sentent fort bien que tout ceci est insuffisant pour rasséréner la base. A ceux d'entre eux qui auraient des doutes sur la différence de nature entre les pays arabes "opprimés" et l'Etat israélien "oppresseur" - on réserve le grand mythe de la "différence" de nature entre les USA et l'URSS. Pour bien montrer qu'elle est du côté des "petits", LO fustige les "grandes puissances". Mais lorsqu'on arrive au noeud du problème, elle se retranche derrière le fait que "malgré tout" la Russie n'est pas "impérialiste". Pour ceux qui ne seraient pas convaincus par le chantage sentimental sur les "aspirations légitimes" - on expliquera que derrière les pays arabes se tient "l'Etat ouvrier" qu'il ne saurait être question de caractériser comme un Etat impérialiste :

"La situation au Proche-Orient ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui si les dirigeants (s)soviétiques, au lieu de lutter pour le renversement de l'impérialisme dans le monde, ne cherchaient au contraire le salut uniquement dans la collaboration avec celui-ci" (nous soulignons.)

Après 50 ans de contre-révolution, LO s'indigne que la Russie ne "lutte pas contre l'impérialisme", pour changer un peu ?

En fait, derrière le refus de LO de reconnaître la nature capitaliste et donc impérialiste de l'URSS, il y a une vision superficielle, nationaliste et éclectique de phénomène de l'impérialisme. Pour les trotskistes, l'impérialisme, c'est en gros, un phénomène propre aux pays capitalistes "monopolistes" avancés et qui se résume par un certain nombre de faits isolés: exportation des capitaux, fusion du capital bancaire et industriel, etc. Sans entrer dans le détail, on peut souligner que l'exportation des capitaux dans les aires "opprimées" n'a jamais été la tendance dominante du capitalisme et qu'aujourd'hui elle l'est encore moins qu'il y a cinquante ans; quant à la fusion du capital bancaire et industriel, s'il y a un pays où elle réalisée, c'est l'URSS.

Ce qui caractérise l'impérialisme ce n'est pas telle ou telle "méthode" de pillage, mais la nécessité que la saturation du marché mondial impose à chaque capital d'user d'autres méthodes que la concurrence "loyale". LO veut envoyer les travailleurs au carnage derrière la Russie parce que celle-ci au lieu de suivre chaque détail des formules de Hilferding se contente de piller les autres Etats, de démanteler leurs usines, de planifier les économies de ses satellites en fonction de ses besoins, de les mettre à genoux par des prêts remboursables à long terme qui les rendent dépendants, de les gruger par l'échange inégal, etc.

Le capital russe est soumis aux mêmes lois que les autres. Les raisons qui le conduisent à soutenir l'Egypte ou la Syrie sont globalement identiques à celles qui poussent les USA à soutenir Israël ou l'Iran. ASSURER LES CONDITIONS GENERALES (stratégiques, militaires, économiques) PAR TOUS LES MOYENS Y COMPRIS LA GUERRE DE LA REPRODUCTION DU CAPITAL NATIONAL N'EST PAS UN MAUVAIS CHOIX POUR LES "DIRIGEANTS" RUSSES, C'EST UNE IMPLACABLE NECESSITE.

Il n'y a pas un impérialisme plus "méchant" qu'un autre; l'impérialisme américain n'est pas plus "criminel", comme l'affirme LO, que l'impérialisme russe, qu'elle refuse de reconnaître comme tel. L'impérialisme sioniste n'est pas plus "criminel" que celui des Etats arabes. Les jugements de "valeur" n'ont aucune place ici. Ce qu'il faut comprendre c'est que l'impérialisme, comme l'économie de guerre et la tentative d'arracher les

marchés et zones d'influence aux rivaux, font partie du monde capitaliste dans son ensemble. "L'impérialisme n'est pas la mauvaise politique d'un pays ou un autre, il est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire." (Posa Luxembourg, Crise de la social-démocratie).

Il y a un lien logique entre la justification de nationalisme et l'illusion que la Russie échappe aux lois du capitalisme. L'un et l'autre postulent implicitement que le capitalisme n'est pas un système mondial qu'il y aurait la possibilité pour une nation d'échapper d'une façon ou d'une autre à toutes les déterminations de ce système.

Pour les défenseurs de cette vision, il y a toujours "un camp à choisir", un capitalisme "moins" capitaliste que d'autres, un gangster plus opprimé que les autres, etc.: "Dans ce conflit, les travailleurs du monde entier doivent soutenir sans réserve le camp des opprimés, c'est-à-dire les peuples arabes. Ce faisant, on substitue à la division mondiale entre les classes, le critère de savoir quel "peuple" (bourgeoisie) est plus victime. La classe ouvrière a disparu; en marchant dans la guerre à côté de sa bourgeoisie elle se suicide en tant que classe.

GUERRE DE «PEUPLES» AUJOURD'HUI REVOLUTION DEMAIN ?

LO a expliqué au cours de son meeting à la Mutualité, "Nous soutenons la lutte des peuples arabes contre l'Etat sionniste afin que demain ils tournent leurs armes contre leur propre bourgeoisie." Toujours DEMAIN n'est-ce pas ? Après la boucherie bien faite dans laquelle elle marche à fond, LO se désolera "demain" de savoir que les travailleurs de ces pays sont à genoux et en désarroi devant l'exploitation de la bourgeoisie. En Algérie ou au Vietnam, on n'a assisté à aucun développement révolutionnaire, ni même un mouvement prolétarien quelconque après la saignée de la guerre nationale. Mais les trotskistes continuent toujours: demain vous ferez la révolution mais aujourd'hui allez à la guerre. Les défenseurs du système capitaliste chantent toujours la même chanson.

Sur la banderole de LO à son meeting était inscrit : "Solidarité avec les peuples arabes - pour une fédérationsocialiste des peuples juif et arabe au Moyen Orient". Quand dans la réalité on pousse les ouvriers à s'entretuer, on a toujours un petit "rêve bien utopique à offrir avec : la démocratie après qu'on détruit Hitler, la justice, l'amour de Dieu ou n'importe quoi. Les révolutionnaires n'appellent déjà pas pour une "fédération (?) socialiste" dans un monde socialiste mais prôner une telle "fédération, un tel oasis "d'amitié des nations" et de "coexistence pacifique" dans un monde capitaliste saturé de marchandises et d'engins destructeurs- quelle honte! Même à l'ONU LO ferait rire le public.

Le plus dangereux dans la position des trotskystes et LO en particulier, c'est qu'ils prétendent par ailleurs se réclamer du principe de l'internatio-

nalisme. Les défenseurs du capital auprès des ouvriers font leur travail insidieux avec d'autant plus d'efficacité quand ils prétendent se réclamer dans l'abstrait des bons vieux principes du mouvement ouvrier. Ils n'ont pas nécessairement besoin de remettre ouvertement en question les principes; ils les renient tous dans les faits. Pendant la guerre de 1914 Kautsky et les "centristes", de la social-démocratie n'ont pas spécifiquement renié la résolution de Bâle qui proclamait que les ouvriers doivent refuser de marcher dans la guerre impérialiste qui se prépare mais doivent au contraire approfondir la lutte de classe contre la bourgeoisie partout dans le monde. "Nul d'entre eux n'a même tenté d'analyser aujourd'hui maintenant que la guerre a éclaté, la résolution de Bâle et de montrer qu'elle est erronée. (Lénine, faillite de la 2ème internationale). Quand la guerre a éclaté, Kautsky déclarait que "pour les masses prolétariennes les problèmes nationaux ont une valeur décisive" et il soutenait cette affirmation par une référence à (la réalité infiniment variée".

La bourgeoisie a besoin de ceux qui, comme la droite de la 2ème internationale, parlent ouvertement de collaboration de classe et prônent "l'arrêt de la lutte de classe pendant la guerre". Mais elle a aussi besoin de ceux qui comme Kautsky tiennent un langage plus nuancé. Comme Kautsky, LO trouve dans la guerre impérialiste des "justifications populaires". Les Kautsky et Longuet, comme LO, ne parlaient pas de soutenir des Etats ni des dirigeants politiques de ces Etats. Non, ils se situaient aussi sur le terrain d'une guerre des "peuples", des "nationalités" pour "leur" terre et "contre l'invasion". Ils ne se prononçaient pas contre la lutte de classe en soi, mais exactement comme LO, ils la reléguaient à DEMAIN, après la guerre.

Lénine a vite compris la nécessité de rompre définitivement avec tous ces éléments pourris du mouvement ouvrier. Sa position était véritablement et indéniablement révolutionnaire et marquait une frontière de classe toujours aussi valable aujourd'hui. Si les trotskystes aujourd'hui se réclament d'un soi-disant "léninisme", ce "léninisme" dans leur propagande pourrie n'est qu'un slogan au service de la contre-révolution. Mais ce qui est véritablement révolutionnaire dans l'œuvre de Lénine, sa position contre la participation, sous quelque forme qu'elle se présente à une guerre impérialiste; c'est justement cela que LO et les trotskystes passent sous silence et renient dans les faits. Tout comme Kautsky et les centristes par rapport au marxisme. Et ceci depuis des dizaines d'années.

LA LIBERATION NATIONALE

"Le programme national a joué un rôle historique en tant qu'expression idéologique de la bourgeoisie montante aspirant au pouvoir dans l'Etat que jusqu'au moment où la société bourgeoise s'est tant bien que mal installée dans les grands Etats du centre de l'Europe et y a créé les instruments et les conditions indispensables de sa politique. Depuis lors l'impérialisme a complètement enterré le vieux programme bourgeois démocratique... Dans le cadre impérialiste actuel il ne saurait plus y avoir de guerres défensives, de guerres nationales et les socialistes qui ne tiendront compte de ce cadre historique déterminant... bâtiraient d'entrée de jeu leur politique sur du sable".

Après 50 ans d'expérience de luttes de libération nationale, les écrits de Luxembourg revêtent une signification encore plus profonde. Les luttes de libération nationale des derniers vingt ans ont servi en fait comme manœuvre pour destituer les anciennes puissances de leur empires coloniaux et pour permettre un repartage de ces zones ainsi libérées entre les russes et les américains. Les bourgeoisies des petites nations, tout en étant impérialistes par rapport aux autres nations, sont soumises à l'impérialisme des grandes puissances.

Lénine croyait à la possibilité que ces luttes affaiblissent le capitalisme et agissent comme détonateur de la lutte révolutionnaire dans les pays développés. Aujourd'hui nous devons constater la faillite totale de cette hypothèse. La libération nationale d'un pays peut affaiblir un bloc impérialiste particulier mais toujours au bénéfice d'un autre bloc et globalement, ces luttes s'inscrivent dans le jeu de l'impérialisme mondial. D'autre part loin de déclencher ou stimuler la lutte révolutionnaire, ces luttes nationales n'ont fait qu'emprisonner et étouffer le prolétariat du tiers monde et maintenir le prolétariat des pays avancés dans la mystification nationaliste grâce aux efforts des staliniens, trotskystes, et autres maoïstes.

Certes, dans sa polémique contre la brochure de Junius, Lénine prit la précaution de dire que les luttes de libération nationales sont "progressives et révolutionnaires" surtout si intervient un soulèvement simultané du prolétariat des pays avancés. "Cette dernière est au premier rang c'est-à-dire qu'elle est la plus désirable et la plus avantageuse pour la victoire du prolétariat" (Lénine à propos de la Junius Brochure). Cependant même en l'absence de l'action révolutionnaire du prolétariat des pays industrialisés, Lénine envisageait la possibilité que ces luttes soient progressives non pas en Europe bien sûr mais, dans certains cas, dans le monde sous-développé (Indes, Chine et Perse de l'époque) ou bien dans la situation où le prolétariat européen subirait un recul.

De toute façon avec cette restriction sur les situations particulières, l'analyse de Lénine n'en est pas moins erronée. Si le nationalisme est caduque comme programme de la bourgeoisie, il l'est globalement et partout. Le monde est une unité : il n'y a pas des situations où le prolétariat peut lutter pour le communisme "en Europe" et pour le droit d'être exploité par le capital ailleurs. Il n'y a qu'un seul programme possible pour le prolétariat international : le programme maximum, la révolution socialiste. Si le prolétariat subit un recul, même pendant 50 ans, le programme bourgeois ne devient pas pour autant miraculeusement progressif. Le seul résultat est que le système dans son ensemble et sur le plan mondial continue à développer sa tendance vers la barbarie. Et dans notre période de reprise de la lutte de classe, il devient de plus en plus clair, même à propos de la guerre au Moyen-Orient que la reprise de la position de Lénine sur les luttes de libération nationales ne fait qu'alimenter le bavardage nationaliste au service de l'impérialisme.

Mais 50 ans plus tard, LO se situe encore en deça des pires erreurs de Lénine. Car Lénine, lui affirmait clairement que lorsqu'une lutte de libération nationale s'inscrivait dans un affrontement entre grandes puissances, il devait être considéré comme un moment d'une guerre impérialiste. Lénine était un révolutionnaire se dégageant avec certaines difficultés de positions du passé. LO est une organisation contre-révolutionnaire qui utilise cette confusion pour oublier le sens profond de l'activité de Lénine.

LA POSITION REVOLUTIONNAIRE FACE A LA GUERRE

Que proposent donc les révolutionnaires face à la guerre impérialiste? Pour échapper au reproches de "neutralité" et "de rester au-dessus de la mêlée", nous pouvons répondre avec Rosa Luxembourg et Lénine.

"Mais que devrait faire notre parti pour souligner son opposition à la guerre? Devrait-il proclamer la grève de masse? ou bien exhorter les soldats à refuser de servir? Répondre oui ou non à de telles questions serait tout aussi ridicule que si le parti se mettait à déclarer : "Si la guerre éclate, alors nous faisons la révolution". Les révolutions ne sont pas "faites" et les grands mouvements populaires ne sont pas mis en scène avec des recettes techniques qui sortiraient de la poche des dirigeants des instances du parti...

La Social-Démocratie avait à proposer un mot d'ordre politique, la formulation claire des tâches et des intérêts politiques du prolétariat au cours de la guerre... La voie courageuse de notre parti aurait eu pour effet de tempérer fortement l'ivresse chauvine et l'inconscience de la foule; elle aurait gardé du délire les cercles populaires les plus éclairés, elle aurait contre-carré le travail d'intoxication et d'abrutissement du peuple par les impérialistes"

(Junius Brochure)

Ces affirmations restent aussi valables aujourd'hui que lors des première et deuxième guerre mondiales. Mais concrètement, comment distinguer une propagande véritablement révolutionnaire des verbiages démagogiques à la Lutte Ouvrière ? Aujourd'hui tous les groupements de gauche de la bourgeoisie ont de la phraséologie nationaliste plein la bouche, mais leurs positions politiques concrètes les dénoncent pour les agents du capital qu'ils sont en réalité, consciemment ou non.

Même le mot d'ordre de "défaitisme révolutionnaire", pour la défaite de sa propre bourgeoisie interprété par les jésuites trotskistes peut parfaitement servir l'impérialisme. Lorsqu'en France les gauchistes souhaitent la défaite de leur propre bourgeoisie (ou d'une bourgeoisie alliée à la leur) sans la souhaiter en même temps pour des camps rivaux, ils ne font que soutenir la victoire du bloc rival : dans le cas du Moyen Orient le bloc russe. Quand les gauchistes américains soutenaient la défaite de leur bourgeoisie c'était uniquement pour crier en faveur de la victoire du FLN et du capital russe qui se tient derrière. Les révolutionnaires travaillent pour la destruction du système capitalisme dans son ensemble; ils ne soutiennent aucune aventure impérialiste de quelque côté qu'elle vienne. Même l'idée de calculer qu'une défaite particulière d'un bloc particulier peut être "plus avantageuse" au prolétariat international n'est qu'un faux-fuyant qui tend à devier le prolétariat dans des illusions dangereuses. Le prolétariat poursuit partout la lutte de classe indépendamment du résultat pour quelque fraction du capital que ce soit. Sa lutte, où qu'elle se déroule est mondiale, contre une classe mondiale.

Même les mots d'ordre de la "gauche" allemande : "A bas la guerre" et "guerre à la guerre" peuvent devenir aujourd'hui le jeu des pacifistes, ce

courant idéologique de la petite bourgeoisie qui veut éviter les "excès" et "la violence" du capital. Croire que le système capitaliste, ou tout autre système d'exploitation, peut se passer de la violence organisée et, qu'aujourd'hui le capitalisme décadent peut éviter la guerre impérialiste ne représente qu'une pure mystification de la nature du système. Pour les révolutionnaires, il n'est pas question d'être contre la notion de la guerre dans l'absolu, ni contre la violence en-soi : nous prenons position contre la guerre impérialiste. Mais la guerre civile, la violence de la lutte révolutionnaire sont des nécessités pour le prolétariat révolutionnaire.

L'appel à la désertion de l'armée, même lorsqu'il s'adresse à toutes les armées combattantes (contrairement aux gauchistes américains qui n'avaient de "sympathie" que pour des déserteurs de l'armée américaine et pas pour les déserteurs du FLN), le refus de service militaire, ne représentent que des solutions individuelles. Le refus du service mène en fait à "l'objection de conscience" et autres niaiseries confusionnistes. Pour les révolutionnaires, la guerre n'est pas une question de conscience individuelle mais un problème posé à leur classe. A certains moments des individus peuvent trouver dans la désertion le moyen de continuer la lutte avec plus d'efficacité mais pour l'ensemble de la classe c'est un non sens d'appeller les ouvriers à "désserter" de la guerre. La classe ouvrière ne peut pas désertier l'armée, pas plus qu'elle peut comme classe, désertier les usines. Pour l'ensemble de la classe ouvrière il n'y a que deux alternatives: marcher dans le massacre, ou comme en Russie et en Allemagne 17-18 s'élever à la lutte collective contre la guerre, contre la bourgeoisie.

La fraternisation des soldats "ennemis" recouvre mieux le sens révolutionnaire donné au travail dans l'armée. Mais le mot d'ordre qui reste le plus global et le plus clair est: "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile". Ce slogan met l'accent sur le fait que face à la guerre du capital, la seule réponse révolutionnaire, la seule sortie de l'enfer est la guerre révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale sans aucun marchandage sans calcul du moindre mal, sans aucun soutien "critique" ou "total" à une fraction du capital ou une autre. Sans la lutte révolutionnaire, le prolétariat et l'humanité toute entière subiront la barbarie; "La paix des cimetières la soumission des cadavres".

J. Allen

Notes

- (1) - Nous avons fait référence à l'éventualité d'un tel transfert dans RI N°2 lorsque nous analysions la "fin" du conflit du Moyen Orient.
- (2) - Au Moyen Orient Washington et Moscou satisfont à eux seuls 80% des besoins militaires locaux.
- (3) - Aux USA même l'alerte nucléaire n'a pas provoqué de réaction majeure en milieu ouvrier. Mais cela tient autant de l'affaire du Watergate qu'à la guerre elle-même.
- (4) - Le silence gardé jusqu'à présent par des groupes de "l'ultra-gauche" tels le GLAT ou "le mouvement communiste" au sujet des événements du Moyen Orient (ainsi que du Chili), se veut probablement une expression de cette "indifférence prolétarienne". Une telle attitude cherche

souvent une justification dans des raisonnements du type: "ces problèmes n'ont de l'importance que pour des trotskystes ou des staliniens toujours à la recherche de sujets pour dévoyer les travailleurs de leurs véritables préoccupations: les rapports de classe à l'usine". Il y aurait long à dire sur cette attitude de "complaisance". Notons ici que la dénonciation de la répression patronale (ou des poursuites policières envers un groupe de terroristes) n'a aucun sens révolutionnaire si elle n'est pas conçue comme UN MOMENT DE L'OPPRESSION GENERALE DU CAPITAL. Cette violence est, comme le capital et le prolétariat, MONDIALE. Le Moyen Orient ou la répression du Chili en sont des moments. En parler, ce n'est pas dévoyer l'attention des travailleurs de l'exploitation à l'usine, mais donner à cette dernière sa véritable dimension. Parler de révolution prolétarienne mondiale dans les termes les plus abstraits (il s'agit pourtant d'un sujet qui, sauf en période révolutionnaire, laisse l'ensemble de la classe ouvrière indifférente), et simultanément se perdre dans les détails d'une grève (ou d'un acte terroriste), en ignorant des événements de l'actualité qui touchent le prolétariat mondial; c'est avoir de celui-ci un concept restreint, déformé, parfaitement livresque. L'ouvriérisme a toujours été la bonne conscience des intellectuels.

- (5) - Lénine. "Comment la politique social-chauvine se dissimule sous des phrases internationalistes". 1915.
-

A PROPOS DE LA GREVE DES IMMIGRES

Au mois de septembre dernier, les ouvriers immigrés de la région de Marseille, puis de la région parisienne, se sont mis en grève à l'appel du Mouvement des Travailleurs Africains, en signe de protestation contre le racisme. Si cette grève a fourni aux gauchistes une cause de plus à soutenir, un sujet d'agitation tout à fait adapté à leurs aspirations, aux révolutionnaires, elle a donné un exemple de "ce qu'il ne faut pas faire" ; sur le terrain de la mystification et du réformisme, on ne peut que préparer la défaite de la classe ouvrière.

Pourtant, aucun groupe révolutionnaire n'a, à notre connaissance, émis la moindre critique, la moindre réserve par rapport à cette grève. Nous avons senti le besoin de combler ce vide. Notre but n'est pas ici de faire une étude sur le "racisme" ; il existe suffisamment d'écrits sociologiques et politiques sur la question. Ce que nous voulons, c'est dénoncer le caractère démobilisateur d'une grève qui ne participe pas du processus d'unification de la classe.

Les révolutionnaires n'ont que faire de la morale bourgeoise qui revendique la légitimité de la lutte des travailleurs immigrés et de n'importe quelle couche sociale particulièrement opprimée ; derrière cette morale humaniste se cache simplement la vision bourgeoise du monde qui ne veut voir la société que com-

me une addition d'individus, de races, de catégories ayant chacun des intérêts particuliers à défendre. Cette vision ne cherche qu'à nier l'existence de classes (1). La vision des révolutionnaires est tout autre : "Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils (les communistes) représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité." (Manifeste Communiste). Le racisme est une réalité ; tant que produit direct d'une société divisée en classes, il ne peut être exterminé qu'avec la destruction de cette société : dans une période où ce qui est à l'ordre du jour c'est la destruction du capitalisme, toute lutte qui ne porte pas en elle les germes de son propre dépassement, est une lutte mystificatrice et, par là, contrerévolutionnaire. (2)

LES VOIES SANS ISSUE

La lutte révolutionnaire aboutit nécessairement à une mise en cause de toutes les répressions. Mais une lutte contre une forme de répression n'est pas forcément révolutionnaire. Si objectivement, les conditions de surexploitation des travailleurs immigrés devraient les pousser (et les pousseront) à lutter de front contre le capitalisme, cette lutte est récupérée par la bourgeoisie

dès qu'elle se pose en terme de "lutte antiraciste", et est par là même désarmée. L'antiracisme, comme tous les anti-quelque-chose, n'est qu'un produit de l'idéologie bourgeoise 1/Au même titre que le racisme, l'antiracisme participe de la vision bourgeoise fragmentée de la société ; 2/ étant lui même produit d'une vision parcellaire, bourgeoise, réformiste (donc sans issue) il est mystificateur 3/ en empêchant ou freinant le processus de prise de conscience des ouvriers, il est contre-révolutionnaire. Dans un capitalisme où le réformisme a cessé d'être à l'ordre du jour depuis longtemps, toute lutte qui ne porte pas en elle --ne fut-ce que de façon embryonnaire-- l'antagonisme fondamental (classe ouvrière contre capitalisme) est une lutte vouée à l'échec, une lutte sans issue : aisément récupérable par le capitalisme, elle ne peut à la longue que le renforcer. (3)

"LE RESULTAT VERITABLE DE LEURS LUTTES (des ouvriers) EST MOINS LE SUCCES IMMEDIAT QUE L'UNION GRANDISSANTE DES TRAVAILLEURS" (4)

Une grève faite "par les immigrés et pour les immigrés" (appelée et soutenue par des organisations bourgeoises, ce n'est pas un hasard !) ne peut que se situer d'emblée à l'extérieur de la lutte des classes. Le contenu et le but de cette grève n'ont été à aucun moment l'affirmation des travailleurs immigrés en tant que partie intégrante de la classe ouvrière internationale. Au contraire, elle ne visait qu'à affirmer les travailleurs immigrés en tant que catégorie spéciale, "à part". Loin de mettre en relief les intérêts communs entre les ouvriers français et immigrés, elle n'a fait que mettre l'accent sur leurs différences qui, elles-mêmes, sont produites et entretenues par le capitalisme. Le fait qu'ils soient allés se réunir à la Mosquée est par lui même assez significatif ! Non seulement ce genre de conception divise la classe, mais encore, en détournant l'éner-

gie combative des ouvriers, sur un terrain stérile, elle peut bloquer le processus d'unification de celle-ci.

L'unité des travailleurs immigrés et autochtones n'a aucune raison de s'effectuer à froid, dans le contexte actuel du capitalisme, alors que toute la bourgeoisie ne fait que renforcer la séparation entre les deux. (Autant la circulaire Fontanet que la campagne antiraciste participent à cette séparation).

Ce sont les conditions objectives (assujettissement à une même exploitation capitaliste) dans lesquelles les ouvriers autochtones et immigrés vivent, et surtout la lutte contre ces conditions, qui permettront leur unification : elle surgira de l'usine, comme une nécessité pour lutter contre l'ennemi commun. (5)

L'unification de la classe se réalise à travers un long processus de luttes, de reculs, d'assimilation des expériences et de redepars. C'est dans la praxis que la classe forge ses propres armes : c'est dans ses luttes qu'elle réalise son unification.

C'est sur le terrain de la lutte de classe, et seulement sur ce terrain, que la lutte des immigrés contre leur surexploitation peut avoir un avenir. La lutte des travailleurs immigrés comme celle de toute catégorie au sein du prolétariat ne peut avoir un quelconque avenir qu'en se fondant dans la seule lutte capable de détruire le capital. Notre critère n'est pas la défense des intérêts immédiats des travailleurs, mais bien plutôt la défense des intérêts de la classe en tant que porteuse d'une mission historique.

Taly

NOTES :

(1) : C'est la vision que l'on retrouve chez les gauchistes : ne comprenant pas la dynamique historique qui fera de la classe ouvrière le SUJET de l'histoire, ils ne voient que la classe "en soi", divisée. Le rôle du parti serait donc de

"gagner" les différentes fractions, ce qui signifierait qu'il est le seul porteur de l'unification de la classe et donc le sujet de l'histoire.

(2) : Il vaut mieux une lutte, même pour 10 centimes menée par l'ensemble des ouvriers d'une usine, qu'une grève où la moitié des travailleurs restent dans l'atelier pendant que l'autre est en grève. Non que 10 centimes soient plus important que la dignité (dans le cas des immigrés), mais dans la première, on trouve, ne fut-ce que de façon embryonnaire, la tendance vers l'unité de la classe.

(3) : "Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise" (Manifeste Communiste).

(4) : Manifeste Communiste

(5) : Les grèves des usines Hella et Pierburg en Allemagne, le printemps dernier confirment ce que nous disons et viennent démontrer que les ouvriers immigrés ont des luttes à mener sur bien d'autres terrains que sur le terrain racial. Lors de ces grèves pour des revendications économiques, les ouvriers immigrés se trouvent être les plus combattifs, ce qui prouve bien que pour être immigrés, ils n'en sont pas moins ouvriers, quoiqu'en veuillent les bourgeois. Alors que les ouvriers allemands se montrent plutôt indifférents au début, l'intervention de la police dans l'usine les pousse à lutter ensemble. Par contre, dans la grève de Ford à Cologne, les ouvriers immigrés ont mené la lutte seuls. Les syndicats, la police, la direction, le comité d'usine ont pu ainsi briser la grève.

**A PROPOS DE LA PARUTION
DES TEXTES DU K.A.P.D. ET DES A.A.U.,**

LA «GAUCHE ALLEMANDE»: APPORTS ET LIMITES.

La parution des textes du KAPD et des AAU (1920-1922) dans le recueil LA GAUCHE ALLEMANDE (1) vient à point et satisfait un des besoins les plus pressants du mouvement prolétarien renaissant : connaître son propre passé pour mieux en faire la critique (*). Les dilettantes "modernistes" peuvent ignorer les tâtonnements de la classe ouvrière au cours de son histoire, mais les combattants de la future révolution se précipitent au contraire sur tout ce que le passé peut leur offrir. Et dans le cas de la gauche communiste d'Allemagne, ce dont il s'agit c'est bien de leur propre passé, des efforts d'un courant créé par la révolution, agissant dans la révolution et s'efforçant d'exprimer les moyens propres de la révolution à notre époque.

Beaucoup ne savaient de la révolution allemande que ce qu'avait bien voulu leur en dire l'historiographie combinée du stalinisme et du trotskysme. On connaît par exemple la pauvre légende du professeur Broué : si la révolution allemande a échoué entre 1919 et 1923, c'est parce qu'il manquait au KPD des tacticiens capables de bien appliquer le "front unique". Quand on a une histoire si simple à se transmettre complaisamment, pourquoi se casser la tête sur les hulu-berlus de la "gauche", ces "gauchistes" puérils et aventuristes ?

La contre-révolution tente toujours de masquer sa propre nature, en forgeant un passé mythique sans révolution et sans révolutionnaire. Thermidor dépeignait Hébert comme un brigand braillard. Les bolcheviks eurent droit à un tel honneur tant qu'ils étaient un moment de la révolution et même un peu au-delà. Mais dès qu'ils furent devenus, consciemment ou non, des rouages de la réaction, ils participèrent à leur tour au refoulement du souvenir de l'irruption prolétarienne. Quant à ceux qui avaient exprimé de leur mieux ce mouvement, ils ont sombré à un tel point dans l'oubli que ce n'est qu'un demi-siècle plus tard que les fractions communistes renaissantes commencent à mesurer toute l'ampleur des questions qu'ils ont soulevées.

La coagulation dans les années 30 (2) en un courant figé et porteur d'une idéologie appauvrie (le "conseillisme") ne facilitait pas, il est vrai, la recherche de ce qu'avait représenté le KAPD à ses origines. Mais même dans les erreurs les plus désastreuses des Pannekoek, Mattick ou Meier, englués dans la

(*) : Pour s'orienter, voir le tableau des sigles à la fin.

défaite, il y avait encore un faible écho de l'orage prolétarien -- alors que dans le marxisme des épigones de Lénine, il n'y avait plus que l'arrogance bornée de la réaction.

Quoi qu'il en soit, l'ignorance a de moins en moins d'excuses. Il n'est plus possible, après une lecture attentive de ces textes d'amalgamer le KAPD aux anarchosyndicalistes ou de réduire la richesse de ce courant au conseilisme. Les temps changent et ce n'est pas trop tôt !

MYTHE ET REALITE

La présentation et les notes du recueil permettent de tirer de l'enchevêtrement des événements qui marquent la période 1914-1922 deux fils précieux. 1° : Les spartakistes ne sont qu'un des courants -- et certainement pas le plus clair -- sur les problèmes décisifs -- qui confluent en décembre 1918 dans le KPD ; mais à bien des égards, certains de ces groupes "radicaux de gauche" préfigurent le rejet du syncicalisme et du parlementarisme qui dominera dans le PC à ses débuts (3).

2° : Les "gauchistes" qui formeront le KAPD représentent 80% du parti communiste et ce dernier, menacé de déperissement, ne survit qu'en se fondant dans l'USPD (socialiste-indépendants, six-sept fois plus nombreuse). On a ainsi la continuité suivante :

"Centrisme" social-démocrate → USPD → VKPD (section officielle de la 3^e I.C.)
 Spartakus-IKD → KPD → KAPD
 (groupes radicaux de gauche)

Il faut se graver dans la mémoire ces faits si l'on veut comprendre quoi que ce soit. Le KAPD n'est pas une secte marginale. Elle constitue un moment et un résultat d'un processus de radicalisation prolétarienne. Nous reviendrons sur la question de savoir pourquoi elle est devenue isolée. Mais ce qui est certain, c'est qu'elle représente de par les conditions de sa formation, le courant le plus significatif de la montée révolutionnaire des années 20. Cela suffit à juger tous ceux qui ont traité par le mépris ou le silence son existence.

Autre fable répandue, et dont la lecture de ces textes ne laisse pas pierre sur pierre : celle qui prétend que c'est au nom d'un purisme "moral" que les communistes de "gauche" rejettent les tactiques préconisées par l'I.C. Ceux qui connaissent les "gauchistes" à travers de vagues souvenirs de La Maladie Infantile de Lénine, seront certainement étonnés de voir qu'ils appréciaient de façon solidement réaliste les tâches objectives de l'"ancien mouvement ouvrier" : s'installer au sein de l'ordre capitaliste... envoyer des délégués au parlement et dans les institutions que la bourgeoisie et la bureaucratie avaient laissées ouvertes à la représentation ouvrière... Améliorer la situation du prolétariat au sein du capitalisme, etc. Tout cela fut mis à profit et à l'époque, c'était juste." (Jan Appel, page 33)

Quant à ceux qui s'obstinent, comme les sous-produits dégénérés de la gauche italienne, à présenter les révolutionnaires allemands comme des "fédéralistes", ils devront expliquer comment Otto Rühle, l'un des plus "spontanéistes", puisqu'il trouvait le KAPD trop proche de la conception classique de

l'avant-garde, pouvait écrire : "Le fédéralisme conduit à une caricature d'autonomie (droit d'autodétermination). On croit agir de façon sociale et prolétarienne quand on attribue à chaque région, chaque lieu (on devrait même le faire pour chaque personne) l'autonomie dans tous les domaines. En fait, on ne fait qu'abolir l'empire pour le remplacer par une quantité de petites principautés. De partout surgissent des roitelets qui régissent... de façon "centralisée" une fraction des adhérents comme si c'était leur propriété."

On ne sait ce qui est le plus ridicule chez les bordighistes, de leur apologie compassée de Lénine ou de leur rage à l'égard du KAPD. Quoiqu'il en soit, au lieu de ricaner bêtement sur le "formalisme conseilliste" de la gauche --ils feraient mieux de nous expliquer pourquoi, si c'est cela qui le caractérise fondamentalement, le KAPD refusait de participer aux formes vides des conseils d'entreprise légaux, méprisant en cela toutes les majorités statiques et électorales-- alors que les léninistes s'y accrochaient désespérément pour y trouver les masses et remplir la "forme" d'un contenu "révolutionnaire".

"Il arrive qu'en évoluant, d'authentiques conseils se corrompent et se figent en une nouvelle bureaucratie. Il faudra les combattre aussi vigoureusement que les organisations capitalistes..."

Mais la déformation la plus éhontée est celle qui a réussi à présenter la gauche communiste comme un courant spontanéiste, niant la fonction de l'avant-garde ou du parti. Que certains éléments en soient arrivés là ne permet pas de falsifier la pensée du courant dans son ensemble sur ce sujet. En tout cas, on peut affirmer sans crainte que le KAPD prenait mille fois plus au sérieux le concept d'avant-garde et la nécessité de ne pas noyer le parti dans les masses, que l'Internationale communiste ! Que ceux qui en doutent lisent soigneusement ces paroles de Jan Appel, en gardant à l'esprit la dissolution du KPD "léniniste" dans l'amas incohérent de la piétaille centriste en 1921 : "Le prolétariat a besoin d'un parti-noyau ultra formé. Chaque communiste doit être un communiste irrécusable... et il doit être un dirigeant sur place. Dans ses rapports dans les luttes où il est plongé, il doit tenir bon, et, ce qui le tient, c'est son programme. Ce qui le contraint à agir, ce sont les décisions que les communistes ont prises. Et là, règne la plus stricte discipline. Là, on ne peut rien changer, ou bien on sera exclu ou sanctionné..." (Jan Appel)⁴

Ces quelques rapides indications permettront de dépasser tous les faux procès faits à la gauche communiste et d'aller à l'essentiel : qu'y a-t-il de nouveau, d'original et de durable dans sa pratique et ses conceptions ?

LE KAPD, EXPRESSION D'UNE NOUVELLE PERIODE

Le soubassement théorique des positions du KAPD, c'est d'abord la reconnaissance du caractère nouveau de la période ouverte par la première guerre mondiale : période de guerres, de crises et de révolutions. La décadence du capitalisme n'est pas définie, comme on le croit trop souvent, comme simple stagnation, mais comme une ère où "le caractère de lutte de classe de l'économie elle-même se réaffirme de manière dix fois plus accentuée qu'à l'époque de la floraison". La vision qui ressort de ces textes est la suivante : déclin du système ne signifie pas fin des oscillations cycliques et impossibilité pour le capital de se redresser. De fait, "le capital se reconstruit lui-même, sauve son profit,

mais aux dépens de la productivité. Le capital reconstruit son pouvoir en détruisant l'économie". On a là une intuition imprécise mais profonde du caractère essentiel de la crise historique. Tentons de la préciser : la sauvegarde du capital exige, face à la saturation des marchés et à l'intensification de la concurrence qui en découle, des frais improductifs gigantesques et croissants. De ce fait, les progrès de productivité sont annulés par l'augmentation cancérique du temps de travail socialement nécessaire au maintien des conditions de reproduction du capital (armement, guerres, bureaucratie, secteur tertiaire, etc.).

Mais l'apport de la "gauche", ce n'est pas son analyse de la décadence, qui reste floue comme celle de l'IC dans son ensemble. C'est sa volonté acharnée de tirer toutes les conséquences du changement du cours historique. Les prolétaires qui se groupent dans la gauche du KPD, puis dans le KAPD, sont eux-mêmes un produit de la rupture brutale de 1914. Le réformisme n'est plus, pour eux, en discussion, il est mort. La pratique sociale-démocrate n'est donc pas un choix "tactique" possible parmi d'autres, mais une expérience déjà faite, nécessaire en son temps, mais qui a démontré clairement, à l'heure de la guerre impérialiste et de la révolution, son incompatibilité complète avec les conditions et les tâches nouvelles.

Les fractions ouvrières qui commencent, dès la reprise de l'effervescence dans la classe en 1916, à avancer le mot d'ordre : "Sortez des syndicats !", s'attaquent sans crainte à des organes consacrés, forgés au cours de décennies de lutte. Ce qui leur donne cette audace inouïe, c'est que ces groupes ne considèrent nullement les institutions héritées du passé en fonction de ce qu'elles représentent dans la conscience mystifiée de l'ensemble des travailleurs — pas plus qu'ils ne déterminent la nature de celles-ci en les contemplant dans le miroir aux alouettes des possibilités "tactiques" qu'elles offrent. C'est là le subjectivisme "réaliste" de gangs qui veulent concurrencer la social-démocratie sur son terrain et non la méthode matérialiste du prolétariat révolutionnaire. Les délégués qui, au 1^{er} congrès du KPD, préconisent unanimement la destruction des syndicats et à une très forte majorité le refus de participer aux élections (sur ce dernier point malgré l'opposition de Rosa Luxembourg), le font parce qu'ils ont vécu directement la fonction contre-révolutionnaire de ces organes. Poussés par une profonde conscience de classe, mille fois plus profonde que les arguties "léninistes" sur la question, ils parviennent d'emblée au noeud du problème syndical. **DES ORGANES CONSTITUES POUR S'AMENAGER UNE PLACE DANS LE SYSTEME SONT INUTILISABLES POUR LE DETUIRE. LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE NE PEUT REPRENDRE LES OUTILS DE LA CLASSE-EN-SOI (5). "LE PROLETARIAT NE DOIT S'ORGANISER QU'EN VUE DE LA REVOLUTION"** (Jan Appel).

"On se construit des syndicats pour un but bien déterminé : s'installer à l'intérieur de l'ordre capitaliste. Alors, quand les communistes croient (qu'on peut utiliser) ces organes qui sont incapables de conduire des luttes révolutionnaires... ils sont dans l'erreur." (Jan Appel)

On a coutume de citer ironiquement les attaques du KAPD contre les "chefs" pour démontrer son prétendu "infantilisme". Au lieu d'aller au-delà de ce qu'il y a de confus dans les formulations pour découvrir ce qu'il y a de profond dans le noyau de leur pensée, on ironise sur des phrases maladroitement. Seules les mauvaises causes procèdent de la sorte. En fait, contrairement à ceux qui ne projettent que leur propre superficialité sur les textes, la gauche allemande parvient à une compréhension du phénomène de la bureaucratie qui échappera complètement à l'IC (sauf très partiellement à la gauche italienne). Alors que les léninistes usent

leur lance déclamatoire contre la "bureaucratie", les directions réformistes qui "trahissent", "ne tiennent pas leurs engagements", on trouve chez la gauche communiste l'idée que les bureaucrates ne sont pas la cause de la pourriture des syndicats, mais le produit. Ce ne sont pas les chefs "réformistes" qu'il faut détruire, mais les organes qui les sécrètent et les sélectionnent inévitablement.

"Le vieux mouvement ouvrier avait besoin d'une union des travailleurs. On choisissait des hommes de confiance, des travailleurs capables de négocier avec les patrons... C'EST A DE TELLES ORGANISATIONS QUE TIENNENT LES CHEFS. ILS EXISTENT GRACE A ELLES." (Jan APPEL)

Période historique, tâches objectives, fonction, organes, "chefs". Voilà la suite organique que reconnaît implicitement dans tous ses textes la "gauche". Derrière la question des "chefs", se profile, à chacune de ces pages brûlantes, la question des tâches du prolétariat et non une question "morale", comme l'ont raconté tant de falsificateurs, eux-mêmes décidément bien obsédés par ce faux problème.

C'est la même vision historique matérialiste qui éclaire l'antiparlementarisme du KAPD. L'opposition à l'égard de la démocratie électorale n'est en aucune façon un principe abstrait mais une nécessité pratique liée à la période. "Exhorter dans la période de décadence du capitalisme le prolétariat à participer aux élections, cela signifie nourrir chez lui l'illusion que la crise pourrait être dépassée par des moyens parlementaires." Voilà qui devrait suffire à faire taire les nombreux faussaires qui ont amalgamé la position antiparlementaire du KAPD à l'abstentionnisme principal de l'anarchisme.

Mais si le rejet des tactiques réformistes à l'heure de la révolution est le trait le plus saillant des textes de la gauche, il ne représente que la partie la plus visible d'un ensemble de conceptions qui tendent vers une cohérence. Il est clair, en particulier pour le KAPD, que le changement général des tâches prolétariennes implique également une remise en question des notions traditionnelles concernant la fonction et la nature du parti (6).

Avec la tâche de "s'installer au sein de l'ordre bourgeois", disparaît également le type de parti qui lui était adapté : le parti "politique" classique, dont la fonction était de gagner une représentation parlementaire et de gagner les masses. Les notions de parti réformiste et de parti "de masse" se complètent. Pour imposer à la bourgeoisie une place au mouvement ouvrier, à l'époque du capitalisme ascendant, il fallait recruter des "électeurs" et des "adhérents". Car c'est ainsi que se présente la classe lorsqu'elle ne peut être révolutionnaire. Pour recruter électeurs et adhérents, il fallait disposer d'une tribune, d'une crédibilité politique nationale. Tout se tient et la gauche, qui le comprend bien, rejette le "parti de masse" (7) : "Nous disons : un parti de masse, créé selon le principe 'faisons entrer le plus de monde possible, après ça nous taperons sur tout cela pour que cela fasse un parti en règle d'un point de vue révolutionnaire sous la pression des rossées de la direction', nous disons qu'un tel parti ... porte en lui, dans toute sa structure, la plus grande chance de faillir." (Schwab)

Ce n'est plus d'un centre de manoeuvre dans la sphère des alliances et des pratiques interclassistes, appuyé sur une masse de socialistes du dimanche dont a besoin le prolétariat. Parce qu'ils sont le fruit d'un mûrissement révolutionnaire au sein de la classe, et non un rassemblement de petits stra-

tèges à l'échine souple, les communistes de gauche répliquent hautement au frontisme de l'IC ces fortes paroles brûlantes de réalité et d'actualité :

"La méthode de la lettre ouverte est impossible et non dialectique. C'est une méthode par laquelle on veut attirer à soi les masses telles qu'elles sont ... en transigeant avec les pensées qu'elles se font. On dit, il est vrai, dans une phrase conclusive : « Nous savons bien que cela ne colle pas, mais nous exigeons », etc. Les masses ne comprennent pas cette contradiction, mais elles savent que cela ne va pas. Ou bien, si elles sont encore aveugles, elles se disent : « Bon, si les communistes eux-mêmes disent qu'on doit demander cela, c'est que ça ira... » (Jan Appel)

Fronts uniques, lettres ouvertes, mises au pied du mur, négociations pour des pseudo-gouvernements ouvriers sont des manigances extérieures à la classe. Ces combines sont l'aliment de véritables rackets, pour reprendre l'expression de "Invariance", cliques dont l'objectif est de "compter leurs membres comme des idiots ou des nombres morts" (Rühle). Le KAPD, lui, est une partie de la classe qui agit au sein de la classe. C'est pourquoi il repousse par toutes les fibres de son corps l'escroquerie qui consiste à encourager les illusions des ouvriers pour mieux les appâter. La logique du frontisme, c'est un parti de thésaurisateurs qui accumulent les ouvriers comme des "chiffres inertes". La classe ne se livre pas à de tels petits jeux "pédagogiques" avec elle-même.

Pour le KAPD, le parti n'est pas un état-major qui se distingue par sa finesse tactique. Il est avant tout l'organisation de ceux qui défendent le but communiste au sein du mouvement : "Nous avons la tâche non de lancer les mots d'ordre de la lutte quotidienne ... ces mots d'ordre doivent être posés par les masses ouvrières dans les entreprises... Nous ne repoussons pas le combat quotidien, mais dans ce combat, nous nous mettons en avant des masses, nous leur montrons toujours le chemin, le grand but du communisme." (Meyer)

Le KAPD, cela va de soi, n'exclut pas de prendre en tant que parti les initiatives nécessaires (soutien direct à la Russie soviétique par le sabotage, par exemple). Mais tout en refusant une conception purement propagandiste de l'avant-garde, il considèrerait que la fonction principale pour laquelle il existait était la défense du communisme et non celle de telle particularité circonstancielle du développement du mouvement. "Le parti communiste ne peut pas déclencher les luttes; il ne peut pas, non plus, refuser le combat. Il ne peut obtenir, à la longue, la direction des luttes que s'il oppose à toutes les illusions des masses la pleine clarté du but et des méthodes de lutte."

Contrairement aux racoleurs du VKPD, les communistes de gauche rejoignent les bolcheviks de la meilleure période dans la conviction que le rôle du parti est de s'opposer aux illusions des "masses", quitte à s'isoler temporairement. Au-delà de ses aspects indéniablement volontaristes, voilà ce qu'il y a de profond dans l'attitude du KAPD. "Le prolétariat aujourd'hui encore nous insulte. Mais si la situation se développe et mûrit, alors le prolétariat ... reconnaît la voie."

On le voit, c'est véritablement vers une conception d'ensemble des moyens propres à la révolution prolétarienne que s'oriente la gauche. On nous opposera que nous avons choisi nos citations et les avons reliées nous-mêmes, alors que tout cela apparaît de façon éparse dans les textes. Mais précisément, nous avons tenu à dégager la cohérence sous-jacente. C'est elle qui est essentielle, car elle préfigure, dans ses balbutiements, l'avenir du mouvement.

C'est justement parce que nous reconnaissons toute son importance et sa richesse, que nous pouvons tenter d'en faire une critique féconde. Contrairement à ceux qui s'attardent complaisamment sur la confusion, inévitable à l'époque, ou sur les erreurs superficielles, les maladresses, nous voulons à la fois apprécier ce moment de la résurgence du mouvement prolétarien et en tracer toutes les limites, toutes les tendances inachevées. C'est ainsi que la révolution procède à l'égard de son passé. Toute autre attitude est scolastique.

ELEMENTS POUR UNE CRITIQUE DE LA GAUCHE

"Si la destruction des syndicats ... ne s'est pas montrée jusqu'ici assez violente, c'est parce que le début de la révolution prit un caractère plus politique qu'économique." (Meyer)

Ce diagnostic cerne peut-être l'aspect fondamental de la révolution allemande. La maturation du mouvement élémentaire de la classe ouvrière, qui donne déjà des signes de révolte contre le réformisme au moment où son apogée tire à sa fin — cette maturation est brutalement interrompue avec la guerre mondiale. La révolution russe de 1905, les premières grèves sauvages, la lente et confuse cristallisation d'une gauche dans la II^e Internationale ne sont que les tout premiers signes d'une remise à l'ordre du jour de la révolution, qui n'aura pas le temps de bouleverser en profondeur l'être de la classe. Le prolétariat se trouve brutalement projeté, en 1914, dans une nouvelle période historique, avant même que sa propre expérience pût dégager les nécessités nouvelles qui s'imposent.

Ce n'est pas tout. Bien qu'elle constitue, dans son essence, une continuation de l'économie, la guerre se présente, en grande partie, aux yeux des ouvriers, comme une question politique, au sens étroit du terme. Avant même que le prolétariat allemand ait pu tirer à fond les conséquences de la crise sociale du système, il est contraint de réagir de façon politique aux problèmes de la guerre, de la paix, de l'empire, etc.

Cette conjonction d'une entrée soudaine dans la nouvelle période et d'une rupture conjoncturelle entre mouvement politique et social a pour effet de briser le procès d'unification de la classe. L'éclosion de la révolte matérielle n'a pas eu le temps de prendre forme. D'une part, le ciment social qui permet de souder en une unité les différentes fractions de la classe fait défaut. D'autre part, le passage à la classe révolutionnaire est brisé, parce que manque le ferment décisif qui réveille les couches les plus arriérées de leur torpeur, défait les habitudes corporatistes et localistes. La misère de l'hiver "rutabaga" de 1917, le rôle policier des syndicats, et même la faillite de la sociale-démocratie sont perçus par l'immense arrière-garde de la classe comme des conséquences temporaires d'un phénomène précis : la guerre. Le désir le plus profond, c'est la paix et le retour aux conditions de l'ère précédente. D'où l'écrasante inertie qui frappe tous ceux qui étudient la révolution avortée de 1918 (8). On ne fait plus confiance aux sociaux-démocrates pour finir la guerre, mais on pense qu'une fois rétablie la stabilité sociale, ils pourront rejouer leur rôle. D'où le slogan : "Liebnecht ministre de la guerre ; Scheidemann, ministre des affaires sociales".

De là provient la profonde scission qui lézarde la classe. D'un côté,

les éléments radicalisés (nouvelle génération n'ayant pas connu la prospérité, chômeurs, etc.) ; de l'autre, une lourde masse retenue par un conservatisme nostalgique dont l'expérience n'a pas eu le temps de saper les bases. L'ensemble de la classe trouve l'expression de ses aspirations dans le socialisme "indépendant" (USPD, puis VKPD). Comme l'a bien vu Invariance dans son étude sur le KAPD, "les communistes de gauche se retrouvent en 1919 en dehors du parti qu'ils avaient créé. Cela voulait dire qu'ils n'étaient pas l'élément déterminant, dirigeant. Ils n'avaient plus l'avantage..."

La tragédie de la gauche est celle du mouvement de la classe dont elle est l'avant-garde secrétée par la lutte révolutionnaire, mouvement qui s'est trouvé incapable pratiquement et théoriquement de poursuivre sa radicalisation au delà du cadre des phénomènes politiques qui avaient déclenché la révolution, et donc de se hisser à la hauteur de ses tâches historiques. Le KAPD tend vers une définition théorique globale de la révolution à notre époque, mais il succombe parce que la classe dans son ensemble ne parvient pas à se dégager de l'époque précédente. Le prolétariat n'est pas mûr pour, en unifiant lutte économique et politique, s'unifier lui-même et s'affirmer comme classe révolutionnaire, destructrice du capital.

Lorsqu'en 1922-23, s'approfondit la crise sociale qui frappe l'Allemagne et lorsqu'enfin apparaît dans toute sa nudité la putréfaction du capitalisme lui-même (les ouvriers désertent les syndicats), il est trop tard. Le cours s'est inversé à l'échelle mondiale et en Allemagne, la contre-révolution a écrasé les fractions les plus avancées, pénétré la classe par le VKPD, isolé la gauche qui se décompose sous des pressions volontaristes et désespérées. Le prolétariat est définitivement cloué sur le terrain du capital. La combativité ouvrière n'y changera rien. La suite du mouvement ouvrier allemand ne sera plus pour des décennies, qu'une nuit sans fin.

On peut donc situer la gauche comme un moment inachevé d'un surgissement de la classe qui tente, avant d'être résorbée par l'involution du mouvement, de définir les moyens de la révolution prolétarienne, à l'époque de la crise historique du capitalisme. Dès que le mouvement ouvrier est définitivement ramené sur une orbite bourgeoise, les communistes de gauche se présentent comme les rescapés d'une révolution avortée en période de contre-révolution. Sectarisme, dissolution et pétrification idéologique deviennent alors inévitables.

Les erreurs fondamentales du courant expriment l'impasse où il se trouve. Volontarisme, conseillisme, usinisme ne sont trop souvent considérés que comme une simple addition de déviations idéalistes. En fait, nous pensons qu'ils recouvrent surtout un dénominateur commun qui est la recherche désespérée d'un moyen de renverser le cours contre-révolutionnaire.

Le KAPD parvient à une profonde intuition de la nature de ce cours et de la barbarie de la période qui s'ouvre. Le capital peut se relever "pour des années, sinon des dizaines d'années sur les cadavres des prolétaires". Une défaite irrémédiable du prolétariat signifierait la possibilité pour le système de prolonger son agonie. Il faut donc "rendre impossible le relèvement du capitalisme".

Ce volontarisme à contre-courant conduit la gauche à affirmer unilatéralement le prolétariat tel qu'il se présente en période de reflux : ENFERME DANS L'USINE. La tâche de l'AAU est définie comme "la révolution dans l'entre-

prise". Au lieu de considérer LES USINES comme autant de points de départ d'un processus d'unification qui tend à briser ces cadres capitalistes, L'USINE ISOLEE devient le lieu institutionnalisé de l'unification. Le passage à la classe révolutionnaire apparaît ainsi comme le résultat d'une simple addition de formes "purement prolétariennes" que sont les organisations d'entreprise. Tout le mouvement qui va des usines à la société est nié.(9)

La théorisation de la division de la classe en entreprises braque la pensée des communistes de gauche sur la question de la forme d'organisation qui y correspond (d'où le caractère superficiel de certaines de leurs critiques contre les syndicats, accusés d'être structurés par métiers et non par entreprises). Elle les entraîne, de plus, à des positions volontaristes, selon lesquelles ce serait à l'avant-garde de "créer les formes" "créer un cadre qui puisse accueillir le prolétariat", etc.

On a là l'embryon de ce qui distinguera les sectes conseillistes. Alors que pour les léninistes, la tâche est d'organiser les ouvriers à travers le parti, pour les conseillistes elle deviendra de montrer aux ouvriers quelles formes il faut, pour éviter de tomber entre les mains des léninistes. Dans les deux cas, les communistes sont les "organisateurs" de la classe.

"L'organisation d'entreprise est la garantie (!) que la victoire aboutisse à la dictature du prolétariat et non pas à la dictature de quelques chefs de parti et de leurs cliques."

L'organe devient le but — et le but communiste disparaît parce que toute apologie de l'institutionnalisation d'un organe quelconque gèle le développement du contenu du mouvement. Fétichisme du parti ou fétichisme du conseil ne reviennent qu'à transformer des moments de la révolution en son point final. Poussés à leurs conséquences ultimes, ils sont contre-révolutionnaires. La lutte de classe crée les organes nécessaires et il serait absurde pour les révolutionnaires de ne pas en reconnaître la nécessité. Mais la forme n'est qu'un moment d'un contenu qui la dépasse. Les révolutionnaires ont pour tâche spécifique de défendre le contenu.

Affirmation désespérée d'organes destinés, de par leur "structure" même, à offrir au prolétariat de renverser le cours contre-révolutionnaire. Repli sur l'entreprise pour tenter d'y trouver l'être de la classe révolutionnaire face au capital qui domine sur la scène politique ; au moment même où la gauche parvient à exprimer la révolution, elle est déjà en train d'être happée par la contre-révolution.

Plus grave encore, le conseillisme mène déjà à la théorisation de l'autogestion comme force du communisme : "l'organisation d'entreprise est le début de la forme communiste et devient le fondement de la société communiste à venir".

Comme l'a bien vu Invariance, c'est par réaction à la mystification démocratique inter-classiste à l'extérieur de l'usine, que le KAPD s'obnubile sur la recherche de garanties dans la démocratie au sein de l'usine. Ainsi, alors que le communisme signifie destruction du cadre de l'entreprise, dans la pensée conseilliste, ce cadre juridique qui est le lieu de la logique intime du capital devient la forme de la société future. Au lieu de considérer les conseils et les usines comme des formes transitoires de regroupement de la classe, dont la classe tend immédiatement à faire éclater les limites, au fur

et à mesure qu'elle se nie -- les conseillistes en font l'essence de la révolution. L'identification, par Meier, par exemple des "organes de destruction du capitalisme" avec les "organes du communisme" revient à identifier prolétariat et communisme, c'est à dire à perpétuer le prolétariat. C'est de cette grossière erreur que procèdent les théories de la "gestion ouvrière", des "bons de travail" et toutes les idéologies ouvriéristes, proudhoniennes qui ont fleuri depuis.

USPD : Parti social-démocrate indépendant
 KPD : Parti communiste allemand fondé en 1918 (décembre)
 KAPD : Parti ouvrier communiste d'Allemagne fondé en avril 1920 par la gauche du KPD
 VKPD : Parti communiste unifié d'Allemagne : fusion en décembre 1920 de la droite du KPD et de la gauche de l'USPD
 AAU : Union générale des travailleurs (organisations d'entreprise)

NOTES :

- (1) : Edité par la "Vieille Taupe", "Invariance" et "La vecchia Talpa". Ecrire au "Mouvement Communiste", G. Dauvé, BP 95 -- 94600 Choisy-Le-Roi.
- (2) : Voir en particulier les textes parus dans "La contre-révolution bureaucratique" (10/18).
- (3) : Ceci dit, nous ne partageons pas l'appréciation des présentateurs sur les "chefs spartakistes". Il est facile de mettre en évidence leur confusion, mais ce serait également aisé pour l'IKD. Tous les courants sont mal définis. Les jeux superficiels qui consistent à isoler à tel moment les positions de courants instables, mouvants et qui s'interpénètrent sont, à notre avis académiques.
- (4) : Un grand nombre de ces citations sont extraites de discours prononcés à la tribune du 3^e congrès de l'IC. Les orateurs disposaient de très peu de temps ce qui explique le caractère elliptique de leur style.
- (5) : La constitution des AAU (organes dans les faits mi-syndicaux) est à notre avis, une régression par rapport à la clarté atteinte dans ces textes.
- (6) : Nous ne traitons ici que de la position du KAPD et non, par exemple de celle d'Otto Rühle, plus tard.
- (7) : La question du parti de masse ne se pose pas en termes de nombre : le KAPD comprenait 40 000 à 50 000 membres et il n'est pas impossible d'imaginer un parti mondial qui en regrouperait des millions. Ce qui est en cause, c'est la vision du parti s'appuyant sur le maximum d'"adhérents" possibles, recrutant de façon souple. Et derrière cela, se profile le refus de l'ancienne conception de la classe organisée dans et par le parti. Si toute la classe est communiste, il n'y a plus besoin de parti (il n'y a d'ailleurs plus de classe). Si la classe n'est pas communiste, alors le parti est une minorité et non l'être de la classe. La conception du parti avant-garde n'est nullement élitiste. Il ne s'agit pas d'un groupe d'élus qui "sélectionnent" ses membres artificiellement. Ce qui le rend minoritaire, c'est le contenu des positions qu'il défend, et non un quelconque sectarisme autoconservateur.
- (8) : Voir en particulier l'absence effarante d'initiatives du prolétariat berlinois au cours des journées de janvier 1919. On ne voit souvent que la confusion des chefs (Liebknecht, homme de confiance etc.). Mais les chefs sont bel et bien un produit de cette foule passive, ou pas une voix ne s'élève pour les critiquer.
- (9) : Dans sa présentation des textes, la tendance Mouvement Communiste-Invariance met bien en relief l'inadéquation de l'idéologie "conseilliste". Mais

elle tombe du même coup dans une autre vision unilatérale qui rejette les conseils comme "forme dépassée". Outre que ce ne sont jamais les revues théoriques mais le prolétariat lui-même qui dépasse ses formes antérieures, et qu'en attendant, la plus grande prudence est de rigueur -- on peut faire remarquer que si l'entreprise isolée est le lieu de parcellisation de la classe, la production (les usines) reste la base sociale à partir de laquelle s'affirme la spécificité du prolétariat. Pour se nier, la classe doit s'affirmer. En refusant fort justement le fétichisme des conseils, on tombe dans un fétichisme anti-conseils qui, sous le prétexte valable de relativiser les formes, finit par les nier, même comme moments nécessaires. On transforme la négation du prolétariat en un concept métaphysique abstrait (dissolution immédiate). Cette conception est l'aboutissement logique des aberrations sur la "classe universelle". Nous y reviendrons.

Hembé.

A PROPOS DES EMPRISONNES DE BARCELONE

Nous avons reçu du "Mouvement Communiste" une proposition de nous associer au "Comité pour la vérité sur les emprisonnés de Barcelone". Il s'agit de militants espagnols influencés, semble-t-il, par les idées de l'ultra-gauche, qui ont été arrêtés à la suite d'une série de hold-up destinés à financer leurs activités. Trois d'entre eux risquent la peine de mort.

Il va de soi que les révolutionnaires se doivent, dans la mesure du possible, une aide matérielle et juridique, dans ce cas comme en général. Nous avons donc clairement indiqué au M.C. que de ce côté, toute proposition serait prise en considération.

Par contre, nous refusons catégoriquement : 1) de participer à un quelconque "comité" avec des bourgeois libéraux à la Vidal-Naquet 2) de cautionner politiquement le choix qui a été fait par ces camarades de se lancer dans des expropriations — choix que nous estimons, d'un point de vue révolutionnaire et non "moral", entièrement FAUX. (La solidarité consiste parfois à dénoncer les erreurs pour éviter que d'autres les commettent) 3) de nous associer au verbiage irresponsable dont le M.C. entoure cette lamentable affaire(1).

Nous voulons nous expliquer rapidement sur ces points.

Comités unitaires :

frontisme

Il est stupéfiant de voir le M.C. qui pourfend avec tant d'ironie toute organisation permanente des révolutionnaires participer à la mise en place d'un "comité" large et ouvert, sur une question où, par principe, aucune démarcation de classe n'est possible : la "répression". Le M.C. peut tourner autour du pot tant qu'il veut : cela s'appelle du FRONTISME. Du tout petit frontisme, mais du frontisme quand même.

De deux choses l'une. Ou bien ce comité regroupe les gens sur une plateforme de classe, auquel cas ce n'est pas un "comité pour la vérité sur les emprisonnés de Barcelone", mais un regroupement de révolutionnaires qui se présente hypocritement sous une étiquette frauduleuse — ou bien il regroupe TOUS ceux qui, pour une raison ou une autre, veulent éviter la condamnation de ces militants : curés, sociaux-démocrates, staliniens, trotskystes, démocrates, etc.

Si tel est le cas, c'est bien du principe du "front unique" qu'il s'agit. Les adhérents peuvent se situer du côté

de la révolution ou de la contre-révolution, du prolétariat ou du capital, peu importe. Il suffit que sur un "point précis", ils soient d'accord (en l'occurrence faire la vérité sur les emprisonnés de Barcelone). Peu importe que les curés le fassent par amour du prochain, les démocrates pour endormir les ouvriers avec le somnifère de la lutte contre le fascisme, les "gauchistes" pour pêcher à la ligne, etc. Ce qui compte, c'est le but immédiat : associer le maximum de monde pour tenter de sauver ces camarades.

Il arrive très rarement qu'on obtienne le résultat immédiat poursuivi. Mais il arrive toujours que l'on renforce la crédibilité et la position des organisations et tendances bourgeoises avec qui on s'allie. Pour sauver péniblement de temps en temps un militant de la répression, on contribue à renforcer dans la classe ceux qui demain massacreront des millions de prolétaires. Les mêmes qui aujourd'hui peuvent bien réclamer la vie sauve pour des ouvriers face au fascisme seront les premiers demain à réclamer la tête de ceux qui ne marchent pas dans l'unité "antifasciste" -- COMME ILS L'ONT FAIT EN ESPAGNE EN 1936-39.

Il ne faut pas croire que le frontisme se présente à l'abord comme un accord sur des principes. Au contraire, il s'introduit toujours sous le masque d'une action "circonstancielle", due à une situation "particulière". Les tendances soi-disant "révolutionnaires" qui participent à de telles alliances prennent toujours la peine de préciser qu'elles ne se font "aucune illusion" sur les crapules aux côtés desquelles elles engagent l'action, qu'elles savent que les contre-révolutionnaires ne mèneront pas "vraiment" l'action. Tout cela est bien connu et les trotskystes sont passés maîtres dans ce genre de justifications. Mais il est pénible de lire sous la plume d'une tendance qui, jusqu'à nouvel ordre, se réclame de l'antifrontisme de "Bilan" en 1936 des phrases du genre :

"On ne doit pas attendre de la gauche et de l'extrême gauche qu'elles aident vraiment des gens qui la combat-

tent..."

Que signifie ce "vraiment" ? Le M.C. finasse pour ne pas dire ce qu'il sait, c'est à dire que si ces gens ne nous défendent pas, ce n'est pas la peine de s'allier ; et que s'ils nous défendent, c'est parce qu'ils visent un autre but que notre défense. Si les défenseurs du capital défendent des révolutionnaires ce n'est pas pour les "sauver", mais pour les amalgamer au "front" de tous les "opprimés" du fascisme, pour les noyer dans un magma informe qu'ils peuvent contrôler -- alors que toute action indépendante de classe leur échappe. Noske réclamait la libération de Liebknecht et le libéral Thiers celle de prolétaires emprisonnés.

Le M.C. le sait parfaitement : toute l'histoire du mouvement ouvrier depuis le début du siècle démontre que le peu que la classe ouvrière a cru gagner dans ce type de fronts, elle l'a reperdu par cent et par mille : confusion dans ses propres rangs, renforcement des organes du capital. La gauche du capital "soutient" les ouvriers victimes du fascisme pour mieux les fusiller au nom de l'antifascisme, comme les syndicats "soutiennent" les luttes pour mieux les torpiller (que ce processus soit conscient ou non, peu importe).

Il faut bien s'entendre. Notre attitude n'est pas dictée par un principe puéril de "ne pas se salir les mains". Nous n'hésitons pas à affirmer qu'aucun moyen pratique n'est en soi un tabou. Si on connaît une "huile" et qu'on peut la manoeuvrer pour faire pression sur le tribunal, il serait criminel de ne pas le faire. On peut faire un faux témoignage, se débrouiller pour que les journaux bourgeois parlent d'une affaire, soudoyer un juge. Face à l'ennemi de classe tous les mensonges sont possibles.

Mais face à la classe ouvrière, aucune tromperie, même implicite, même "tactique" n'est possible. Les maigres résultats qu'on s'imagine ainsi atteindre ne sont rien par rapport au mal profond, à la mutilation, à la mystification que la classe se fait à elle-même. Le prolé-

tariat n'a pas "d'alliés", elle n'a que sa conscience. Combien encore de guerres d'Espagne faudra-t-il pour que cette leçon soit acquise ?

En soudoyant un juge, ou en achetant un journaliste, on ne trompe pas la classe. On ne fait qu'utiliser la vénalité de la société bourgeoise. Mais en donnant la moindre illusion que des forces ennemies puissent aider le prolétariat, on contribue à l'abrutissement inter-classiste. On renforce la crédibilité de la contre-révolution au sein du prolétariat.

Un seul exemple démontrera à quoi conduit le frontisme. Le comité en question publie un texte, visiblement influencé par le M.C., "sans se prononcer pour ou contre les thèses qu'il développe". Le verra-t-on demain publier par souci d'"Unité" les thèses des bouchers staliniens du prolétariat ? Et au nom de quoi le M.C. pourrait-il s'opposer à ce qu'en toute "démocratie" s'expriment les fusilleurs passés et à venir du prolétariat par l'intermédiaire de ce comité qui leur est ouvert ?

Il ne faut pas confondre la question du frontisme, (alliance spécifique de tendances bourgeoises et prolétariennes) avec celle de l'existence de tendances bourgeoises et prolétariennes au sein d'organes unitaires surgis de la classe. Nous n'ignorons pas qu'au début de la révolution, les révolutionnaires côtoient quotidiennement dans l'action et la discussion des staliniens, des trotskystes, etc. Mais 1) ils ne passent aucun accord avec eux et 2) ils ne participent aux organes de la lutte que si, nés dans le feu de la lutte, ils sont le siège d'une dynamique révolutionnaire qui permet à la classe d'éliminer les tendances du capital. Si cette dynamique n'existe pas, on entre dans une coquille vide où seule la classe adverse peut dominer.

A propos

des expropriations

Par manque d'informations, il nous est impossible de juger de toutes les circonstances de cette affaire. Cependant, les éléments fournis par les brochures du M.C., ainsi que l'expérience du mouvement ouvrier en ce domaine, nous permettent de prendre position sur le fond de la question.

1) La plupart des militants qui ont été arrêtés n'ont rompu que très récemment avec le stalinisme, le maoïsme, le nationalisme et l'anarchisme. C'est ce qu'indique leur biographie, publiée dans la brochure du comité ("Gangsters ou révolutionnaires ?"). Nous savons d'expérience que, dans une période où la lutte de classe n'est pas encore révolutionnaire, l'évolution de groupes et d'individus est en général lente, difficile, inégale et fragile. Lorsqu'on lit que "pour rompre l'isolement (...), quelques camarades conclurent des compromis politiques avec des groupes militaires, par exemple avec les nationalistes qui étaient prêts à passer à la lutte armée" et que "ces accords aboutirent à oublier (?) les perspectives antérieures" — on ne peut que constater qu'il s'agissait au mieux de camarades confus, s'orientant de façon pénible vers une vision révolutionnaire. Cautionner le fait que de tels groupes encore gangrenés d'activisme, d'opportunisme et d'anarchisme se lancent dans des actions "militaires" — est, de la part du M.C., de l'irresponsabilité pure et simple.

2) Le M.C. disserte longuement sur le fait bien connu que les révolutionnaires ne peuvent condamner a priori les actes d'expropriation, les actions militaires, etc. Mais avec de telles généralités, on ne fait pas avancer d'un pouce le problème. En dehors d'une situation pré-insurrectionnelle, où de toute façon la question ne se pose plus en termes de petits groupes, mais en termes d'action de classe — en dehors d'une telle situation, qu'en est-il des actes de ce genre ?

Ces entreprises se terminent presque toujours par un fiasco. On cite les bolcheviks, mais on oublie que, pour des résultats financiers moins que médiocres, les expropriations ont abouti à une lamentable crise dans le PSDR, à l'arrestation de centaines de militants, à la montée dans l'organisation d'éléments aventuriers, à une atmosphère de suspicion généralisée, etc. La fin de ces misérables entreprises est, pour le moins, douteuse (Lénine désavouant les auteurs de hold-up, les initiatives continuant en dehors de tout contrôle, la police en profitant pour arrêter des militants ouvriers qui n'avaient rien à voir avec l'affaire, des bolcheviks pris en train d'essayer de changer les malheureux billets, etc.). **CES ACTIONS VOLONTARISTES ENTREPRISES EN PERIODE DE RECUL NE FIRENT QU'ACCENTUER LA DEBANDADE DANS LES RANGS DES REVOLUTIONNAIRES.** Quant aux spécialistes de la question dans le parti bolchevik, il suffit de citer leurs noms : Krassine, Bogdanov, Staline... (cf "Staline", de Trotsky - chapitre IV).

Nous ne pouvons énumérer toutes les raisons pour lesquelles ce genre d'entreprises aboutit régulièrement à une catastrophe politique et matérielle. Contentons-nous de rappeler que le mouvement ouvrier a toujours payé ces tentatives par une répression accrue, une désorganisation et la venue au premier rang d'aventuriers. Le M.C. croit peut être, dans sa prétention creuse, avoir "quitté la préhistoire de la lutte de classe" (Brochure citée page 6), parce qu'il préconise des "groupes autonomes" où "chacun (!) est ce qu'il (?) fait". Quant à nous, nous nous réclamons de certains enseignements sanglants de cette préhistoire. Quant à l'anarchisme, il ne nous impressionne pas plus sous sa forme moderne que sous sa forme vieillotte. Le langage change un peu, le fond reste. Le prolétariat n'a que faire d'individualistes, dont le grand problème est d'être "autonomes", de "faire" et "être" en tant qu'individus.

S'il est évident que personne ne peut exclure totalement et a priori

de telles actions, nous disons clairement que, pour s'effectuer, elle réclame une telle somme de conditions et de précautions minimales qu'il nous semble pratiquement exclu qu'une telle éventualité se pose. Or, on peut affirmer qu'aucune de ces conditions n'existait en Espagne en 1973.

— Etant donné les risques énormes que ces actions font courir, non seulement à ceux qui les commettent, mais à tous les militants prolétariens, il faudrait qu'elles s'imposent comme une nécessité impérieuse pour survivre (Il n'est pas vrai qu'il faille réaliser des hold up en Espagne aujourd'hui pour exister politiquement, diffuser de la littérature, etc.).

— Elles ne peuvent être le fait que d'une organisation extrêmement claire sur la vision communiste.

— Il faudrait que les éléments à qui de telles tâches seraient confiées soient totalement débarrassés de tout relent activiste, soient choisis pour leur absence totale d'aventurisme, de "goût" pour ce type d'actions, etc.

— Il faudrait une organisation clandestine, cloisonnée, telle que l'échec ne rejaillisse pas sur l'existence de l'organisation.

Bref, c'est de bien autre chose que de "groupes autonomes" confus, où "chacun est ce qu'il fait" qu'il s'agirait...

Nous n'avons nullement à souhaiter que des révolutionnaires se trouvent un jour dans de pareilles circonstances qui, outre le danger matériel qu'elles impliquent, portent en elles des dangers immenses de bureaucratisme, de dépérissement de la vie politique, et, ce qui va toujours de pair, d'opportunisme.

Il est infiniment peu probable que l'ensemble des conditions qui nous contraindraient à poser ce problème, soit réuni. Quoi qu'il en soit, il s'agirait d'une action exceptionnelle. Avant de blâmer sur des exceptions infimes et peu

souhaitables, il faut rabâcher la règle. Il faut dénoncer les tendances dissolvantes chez des éléments en pleine évolution. Il faut combattre toute rechute dans l'activisme stérile des tendances qui s'orientent vers le communisme. Il faut convaincre les groupes de prolétaires sincèrement révolutionnaires, mais trop enclins à vouloir se substituer à l'action de la classe, QUE LES REVOLUTIONNAIRES SONT LIMITES DANS LEURS MOYENS PAR L'ETAT DE LA CLASSE DANS SON ENSEMBLE ET QUE NOUS FERONS ET SERONS AVEC LA CLASSE OU NE FERONS ET NE SERONS RIEN.

Le verbiage académique et amateuriste ("guerre civile", "violence= besoin social", etc.) accouplé à l'opportunisme le plus dérisoire n'aide nullement les groupes de prolétaires qui se forment et s'orientent, à travers mille embûches, au prix de mille difficultés, vers une compréhension de la révolution.

Il est facile à des phraseurs de masquer leur activisme et leur impatience derrière des formules grandioses sur le "passage à l'histoire" (page 6). Il est difficile à des petits groupes de prolétaires révoltés de mener un travail d'approfondissement qui lie leur action à celle de toute leur classe -- et non à leur "besoin" particulier et instantané.

Au lieu de faire de la littérature sur l'"être" et le "faire" de chacun, commençons donc par faire bien ce que nous pouvons faire : éviter la facilité et contribuer à ce que la classe dont nous faisons partie surmonte les difficultés.

Hembé.

Note :

(1) :

"Gangsters ou révolutionnaires". Ecrire à Vidal-Naquet 41, rue du Cherche-Midi, 75006.

"La guerre civile en Espagne. 1973". Le mouvement communiste BP 95, 94600 Choisy-le-roi.

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219

75 827 PARIS CEDEX 17

MARSEILLE -

R. CAMOIN: B.P. 213 13 208 MARSEILLE CEDEX 1

TOULOUSE -

M. LASSAUBE: B.P. 183 31 032 TOULOUSE CEDEX 1

CLERMONT-FERRAND

G. SABATIER: B.P. 209 63 CLERMONT-FERRAND

ooo

INTERNATIONALISM

P.O. BOX 961, Manhattanville Station

365 West 125 Street, New York, N.Y. 10021

WORLD REVOLUTION

C. DEMING - C/ 13 Queens Garden

LONDON (Correspondance seulement)

ABONNEMENTS: 5 numéros et 5 bulletins 25 Fr

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 40Fr

ooo

Directeur: M. LASSAUBE

ooo

Ed. SYROS 9 Rue Borromée, PARIS

MARXISTES, les positions que nous défendons tentent de synthétiser l'expérience pratique et théorique du prolétariat. Le fondement objectif de ces positions réside dans le caractère de la période qui s'ouvre avec la première guerre mondiale : LA CRISE HISTORIQUE DU CAPITALISME, LA DECADENCE.

Le prolétariat ne peut plus s'aménager une place au sein du système. Il est contraint de s'affirmer comme classe révolutionnaire, destructrice du capital. C'est la nature même de ce mouvement qui détermine les positions de classe que nous défendons et qui les relie en un tout cohérent.

LA REVOLUTION COMMUNISTE

L'"auto-gestion", le "contrôle ouvrier", les nationalisations sont des mystifications qui ne vont pas dans le sens de la destruction du rapport capitaliste. Le communisme, c'est la DESTRUCTION DU SALARIAT ET DE LA PRODUCTION MARCHANDE (compétition, nations, entreprises) A L'ECHELLE MONDIALE.

Ce bouleversement ne pourra être réalisé sans la destruction mondiale de l'Etat bourgeois et la DICTATURE DU PROLETARIAT. Cette dictature sera l'oeuvre de la classe elle-même, qui, pour se nier, devra s'affirmer en tant que classe unifiée et consciente, organisée de façon indépendante (conseils ouvriers).

Dans ce mouvement, la fonction spécifique du PARTI MONDIAL qui se constituera en période révolutionnaire n'est ni de "représenter" la classe, ni de s'y substituer. Le parti est une fraction du mouvement qui agit en son sein, afin que le mouvement se hisse par la praxis à la hauteur de ses tâches communistes.

LES POSITIONS DU PROLETARIAT

Les pays dits "socialistes" sont des pays capitalistes à forme étatisée.

Les syndicats sont devenus des organes d'embrigadement de la classe ouvrière et devront être détruits par la lutte de classe.

Toutes les tactiques de "front unique", "front antifasciste", etc. consistant à établir des alliances momentanées entre les travailleurs et des fractions de la bourgeoisie n'ont pu et ne peuvent bénéficier qu'à la classe dominante.

Les prétendues "lutes de libération nationale" n'ont rien de prolétarien et sont devenues uniquement des moments de la guerre entre puissances impérialistes où les prolétaires n'interviennent que comme chair à canon.

Les partis sociaux-démocrates, les P.C., les groupes "gauchistes" ne sont que des fractions de gauche du capital et le prolétariat devra les considérer comme tels.

NOTRE FILIATION

Nous nous réclamons, de façon critique, de la réémergence révolutionnaire des années 1917-1920 qui trouve son expression partielle dans le 1er Congrès de l'Internationale Communiste (1919) — ainsi que des réactions prolétariennes à la contre-révolution qui ont surgi ultérieurement (gauches d'Allemagne — KAPD —, d'Italie, de Hollande, de Bulgarie, "Groupe ouvrier" russe, etc.).

Cependant si nous reconnaissons l'importance des gauches communistes européennes, nous pensons qu'il faut dépasser leur apport indispensable, mais limité.

NOTRE ACTIVITE

Face à la CRISE qui s'approfondit depuis la fin de la période de "reconstruction" (1967/1968), nous nous fixons pour tâches :

1) de reprendre l'inévitable approfondissement théorique qu'exige la résurgence mondiale de la lutte de classe, après cinquante années de contre-révolution.

2) d'intervenir de façon organisée dans cette reprise de la lutte de classe et dans le processus de cristallisation d'une fraction communiste internationale.